

## **Le QCEA s'intéresse à la réponse de l'UE face au terrorisme**

Le QCEA a rédigé une série de 9 documents d'information qui donnent un aperçu des principaux éléments de la réponse de l'Europe face à ce problème. Vous pouvez les consulter sur notre site web ([www.quaker.org/qcea](http://www.quaker.org/qcea)).

Ces documents ne sont pas destinés à présenter une analyse politique, mais à servir de point de départ à un débat reposant sur des informations concrètes. Quelles mesures ont déjà été prises par l'UE et qu'en est-il (selon leurs propres mots et non les nôtres) de leur efficacité ?

### **Que disent les documents d'information sur la réponse de l'UE ?**

- Le terrorisme n'est pas un phénomène nouveau en Europe
- Les événements du 11 septembre 2001 ont profondément changé le débat sur la réponse face aux activités terroristes
- La réaction de l'UE a été moins agressive que celle des Etats-Unis
- L'UE a subi une pression considérable venant de l'extérieur (les Etats-Unis) et de l'intérieur (le Royaume-Uni) pour aligner un peu plus sa position sur celle des Etats-Unis.
- On constate toujours une importante réticence lorsqu'il s'agit de renforcer la coopération dans la pratique – malgré les beaux discours.

### **Comment définir le terrorisme ?**

L'UE a adopté une définition commune du terrorisme :

**Doivent être considérés comme infractions terroristes tous les actes commis avec l'intention de gravement intimider une population ou contraindre indûment des pouvoirs publics ou une organisation internationale à accomplir ou à s'abstenir d'accomplir un acte quelconque ou gravement déstabiliser ou détruire les structures fondamentales politiques, constitutionnelles, économiques ou sociales d'un pays ou une organisation internationale.**

Cette définition est large, ne se limite pas aux actes violents et ne fait aucune référence aux objectifs des auteurs de ces actes en question. Elle ignore aussi la question du terrorisme d'Etat.

Il existe d'autres définitions et il est important d'examiner les différences d'approche entre les auteurs de ces définitions. Le débat est également ouvert en ce qui concerne la définition que beaucoup de militants des droits de l'Homme ou de la paix qui voudraient utiliser à la place de celle-ci ou de toutes les autres qui sont fréquemment employées.

## **Le terrorisme et les Droits de l'Homme**

L'une des inquiétudes principales suscitées par la réponse de l'UE et de ses Etats membres concerne le risque potentiel de porter atteinte aux Droits de l'Homme, non seulement aux droits de l'auteur de l'acte en question, mais aussi à ceux de chacun d'entre nous.

Jusqu'à présent, nos recherches indiqueraient que l'UE évite les restrictions excessives imposées par les droits de l'Homme et les libertés civiles. Même si ce n'est pas nécessairement le cas dans certains Etats membres de l'Union. Mais dans la mesure où ce sont des Etats membres qui portent atteinte au Droits de l'Homme et aux libertés civiles sur leur territoire, les autres subiront une pression plus forte les incitant à faire de même au nom du renforcement de la coopération entre les organismes chargés de l'application de la loi par-delà les frontières.

L'Union connaît un développement encore plus préoccupant : la discussion qui tourne autour de la définition d'une nouvelle infraction portant le nom d'« apologie du terrorisme ». Si celle-ci est définie comme une infraction, il sera d'autant plus difficile de tenir un débat sur les causes initiales du terrorisme et sur les approches qui permettraient de les éradiquer, car toute référence aux causes initiales pourrait être interprétée comme une apologie.

C'est sur ce problème que nous voulons nous concentrer dans le cadre de notre lobbying pour nous assurer que cette nouvelle infraction ne soit pas insérée dans la législation. Il est donc très important de faire pression et de défendre nos idées au niveau des Etats membres (et donc auprès de vos parlementaires et de vos ministres) pour atteindre cet objectif.

### **Qu'en est-il de la réponse de la société civile face à la menace du terrorisme ?**

A quels défis la société civile est-elle confrontée ? Voici une liste - non exhaustive - de quelques uns de ces défis.

- Comment pouvons-nous vivre avec la réalité de la menace qui plane sur notre sécurité personnelle, une situation qui dépasse ce que nous pouvons accepter comme faisant partie de notre vie ? La menace est réelle et nous devons y faire face de quelque manière que ce soit.
- Comment pouvons-nous nous faire entendre au milieu de la clameur des médias à sensations ?
- Comment pouvons-nous exprimer que, pour certains d'entre nous au moins, les victimes des attaques terroristes, des guerres, des génocides ou des catastrophes naturelles dans d'autres régions du monde sont aussi importantes que celles de New York, de Madrid ou de Londres ? Ce message pourrait à lui seul contribuer à la diffusion d'une partie de la colère et de l'amertume auxquelles nous sommes confrontés.
- Comment pouvons-nous communiquer efficacement avec nos gouvernements et les décideurs de l'Union européenne pour qu'ils comprennent que nous ne sommes pas prêt à sacrifier les droits de l'homme et les libertés civiles en échange d'un sentiment de sécurité, qu'il soit réel ou imaginaire ?

- Comment pouvons-nous communiquer avec tous les groupes de la société dans laquelle nous vivons pour réduire la menace - ce qui implique de comprendre pourquoi le désaccord politique de certains membres de notre société s'est transformé en haine, ce qui implique aussi d'accepter un certain degré d'ingérence au nom de la sécurité (par exemple, est-il normal de contrôler notre passeport ou carte d'identité plus fréquemment ? Acceptons-nous de faire la queue plus longtemps dans les aéroports ?)
- Comment pouvons-nous conserver notre attitude non violente et respectueuse envers tous (y compris nos dirigeants politiques, qu'on soit d'accord avec eux ou pas) et en même temps, exprimer clairement notre désaccord avec certains développements de la politique et les violences qui sont commises, quelque soit le prétexte ?

Pour continuer notre travail sur ce sujet, il nous serait utile de connaître vos réactions sur ces problèmes et ces questions. Veuillez nous les adresser par courriel à [mweitsch@qcea.org](mailto:mweitsch@qcea.org) ou par courrier à notre adresse à Bruxelles.

Martina Weitsch  
Translation : Myriam Demaret